

*Initiatives ministérielles*

excédent. Maintenant qu'il en a un, il veut l'utiliser pour réduire le déficit.

Chose curieuse, il n'y aura pas d'excédent avant 1996. Et même à cette date, il n'y en aura pas. On se demande pourquoi le gouvernement créerait ce compte alors qu'il ne pourra rien en faire avant 1995-1996. C'est pourquoi je pense que le gouvernement a pris une décision peu judicieuse, trompeuse et malavisée. Il suscite les attentes du public pour une solution qui ne sera pas appliquée avant 1995-1996, au plus tôt.

En effet, si vous consultez un comptable agréé ou quiconque sait compter, ils vous diront qu'il est inutile d'ouvrir un compte séparé. Le déficit de 1990-1991 s'est élevé à environ 30,5 milliards. On prévoit que celui de 1990-1991 se situera au même niveau. Quant à ceux des années suivantes, celui de 1992-1993 devrait descendre à 24 milliards, celui de 1993-1994, à 16,6 milliards, celui de 1994-1995, à 10 milliards et celui de 1995-1996, à 6,5 milliards. Entre temps, nous serons toujours en déficit, à la condition que les prévisions du gouvernement soient justes, et nous savons qu'elles ne l'ont pas été, la plupart du temps.

La dette totale qui s'élève maintenant à environ 388 milliards de dollars grimpera à 476 milliards en 1995-1996. Comme vous le savez, quand les libéraux étaient au pouvoir, jusqu'en 1982-1983, elle se situait à 167 milliards. Six ans plus tard, elle a plus que doublé.

C'est beau de dire qu'on veut réduire le déficit, mais le faire, c'est une autre histoire.

• (1250)

À mon avis, si le gouvernement voulait vraiment réduire le déficit, il devrait plutôt investir dans l'avenir des Canadiens. Au lieu de réduire les services, d'attaquer la fonction publique et de détruire l'infrastructure des institutions nationales dont nous sommes fiers, il devrait suivre sa propre idéologie, en investissant dans l'avenir des Canadiens et dans notre jeunesse.

Monsieur le Président, vous serez peut-être déçu d'apprendre que le plus important déficit que nous avons au Canada actuellement est un déficit de ressources humaines. Trente-huit pour cent des Canadiens, c'est-à-dire quatre Canadiens sur dix environ, ont de la difficulté à lire ou à écrire le français ou l'anglais. À mon avis, c'est là

une perte. Actuellement, au Canada, un élève du secondaire sur trois interrompt ses études avant de les avoir terminées. Une autre perte. Par rapport aux autres pays industrialisés, le Canada se classe tout au bas de l'échelle pour la productivité de sa main-d'oeuvre. Encore une perte.

Voilà ce dont devrait se préoccuper le gouvernement s'il est vraiment déterminé à réduire la dette.

Le niveau d'alphabétisation des Canadiens est probablement ce qu'il y a de plus alarmant. À moins d'avoir une main-d'oeuvre et une population qui savent lire et écrire, comment pouvons-nous nourrir des espoirs? On peut acquérir la meilleure technologie au monde et l'appliquer au secteur industriel, mais si la main-d'oeuvre est incapable de s'en servir, à quoi bon?

En juin 1991, j'ai parrainé un forum qui regroupait des représentants du gouvernement, du monde syndical, du milieu des affaires et du secteur de l'enseignement. De nombreux collègues y ont assisté. En fait, 122 participants étaient réunis ici, sur la colline, dans la pièce 200 de l'Édifice de l'Ouest. L'événement avait pour thème un partenariat des secteurs public et privé en vue de relever le niveau d'alphabétisation.

J'aimerais partager avec la Chambre et tous les Canadiens certaines des recommandations adoptées à ce forum. Si le gouvernement les examinait une à une et les mettait en oeuvre, nous pourrions, je crois, éliminer les pertes dont je parlais plus tôt et, d'une certaine façon, redresser le déficit budgétaire.

En premier lieu, l'assemblée a recommandé que le gouvernement fédéral joue un rôle de chef de file en mettant l'accent sur l'éducation dans ses politiques.

En deuxième lieu, elle a recommandé que le gouvernement fédéral se dote d'une stratégie nationale d'alphabétisation qui inclue une politique, des normes nationales minimales d'éducation ainsi qu'un programme national de sensibilisation et de propagande, ce qu'il ne fait pas pour l'instant.

Le gouvernement devrait encourager les employeurs et les syndicats à investir dans la formation des travailleurs. Les bénéficiaires de l'aide sociale devraient être poussés à s'instruire et indemnisés s'ils le font.